AVRIL 1975—NUMERO 14

50 cents

# CHILI-QUÉBEC INFORMATIONS

## AGRESSION IMPERIALISTE

### *(ET COMPLICITE CANADIENNE)*

**GUATEMALA 1954**

**CUBA 1961**

**BRESIL 1964**

**CHILI 1973**

## ST-DOMINGUE=1916-1965-?

## SOMMAIRE


PAGE

- NOUVELLES DU CHILI
  - o **Le "Club de Paris" et l'avenir de la junte** 3
  - o **Document du MIR** 4
  - o **"MAPU-CHILE"** 5
- NOTRE DOSSIER: 6-11

**La République dominicaine dix ans après le débarquement des Marines.**
**Il y a dix ans l'intervention armée des Américains à Saint-Dominique paralysait le mouvement populaire et imposait les conditions politiques propices à la pénétration économique américaine... et canadienne.**

  - o **Le mouvement populaire d'avril 1965 et l'intervention américaine**
  - o **1965-1975: dix ans de dictature**
  - o **Les intérêts canadiens en République dominicaine**

- **Les événements du 5 février à Lima: coup de la C.I.A. ou crise du régime?** 12
- **Lettre d'un lecteur et réponse de l'équipe du Bulletin...** 14


## L'INTERVENTIONNISME: ARME PERMANENTE DE L'IMPERIALISME

**Au Mexique, on a coutume de dire: "Lorsque l'économie américaine éternue, l'économie mexicaine, elle, écope d'une bonne pneumonie."**

**On pourrait dire que lorsque l'impérialisme américain traverse une crise sérieuse, comme celle qui dure depuis plus de dix ans, les pays latino-américains, eux, écopent de quelques bonnes dictatures. Témoins: l'avénement des militaires au Brésil (1964), de Balaguer en République Dominicaine (1966), de Banzer en Bolivie (1971), Bordaberry en Uruguay (1973) et Pinochet au Chili (1973).**

**Plus que jamais aujourd'hui, devant la montée d'économies concurrentes fortes comme celles des pays socialistes, du Marché commun européen et du Japon, *l'impérialisme américain a besoin d'une Amérique latine inconditionnellement docile à ses dictats.* Parce que l'Amérique latine constitue, après le Canada et le Marché Commun, le 3e marché en importance pour les Etats-Unis. Parce qu'aussi, c'est là que les retours sur les investissements sont les plus considérables. Parce qu'enfin, l'Amérique latine constitue le plus important résevoir de matières premières stratégiques: 70% des matières premières importées aux U.S.A. proviennent de la région.**

**Dans ce contexte, il faut bien le voir, tout gouvernement, toute politique qui ne se rend pas inconditionnellement aux caprices de la stratégie impérialiste devient un obstacle. *L'interventionnisme américain* en Amérique latine — armé comme à Saint-Domingue en 1965, ou *déstabilisateur* comme au Chili en 1973 et au Pérou sans doute présentement (notre analyse, p. 12) vise tout gouvernement qui ne rentre pas dans le rang et qui risque de donner le mauvais exemple de la dignité et de la résistance au capitalisme sauvage.**

***L'interventionnisme* constitue une dimension permanente, une menace incessante de l'impérialisme. C'est ce que nous avons voulu signaler dans le présent numéro en rappelant de façon toute particulière l'intervention américaine d'il y a 10 ans en République Dominicaine et en jetant un éclairage plus complet sur les événements survenus au Pérou en février dernier.**

BON DE COMMANDE

ABONNEMENT RÉGULIER $ 5.00 (pour un an)
ABONNEMENT DE SOUTIEN $10.00 (pour un an)

Nom . . . . . Date . . . . . .

Adresse . . . . . Tél . . . . . .

. . . . . —

Abonnement de soutien ☐
Abonnement régulier ☐

NUMERO A L'UNITE: $0.50

Faire votre chèque ou mandat-poste à l'ordre du Comité de Solidarité Québec-Chili, et retourner-le à 356 rue Ontario Est, Montréal.

## EN VENTE

COMITÉ DE SOLIDARITÉ QUÉBEC-CHILI, 356 ONTARIO EST MTL 129
TÉL. 842-8459

# CHILI: LE "CLUB DE PARIS" ET L'AVENIR DE LA JUNTE

Il y a un an, en mars 1974, la junte chilienne obtenait du "Club de Paris" la reconduction du paiement d'une dette de $710 millions, ce qui représente les intérêts et des remboursements partiels d'une dette extérieure totale de $4.5 milliards.

Cette reconduction jusqu'en janvier 75 d'une dette qui aurait dû être payée entre 1973-74 était alors considérée comme la première grande victoire diplomatique de la junte chilienne. C'était en effet de la part des 12 pays qui forment le "Club de Paris" (U.S.A., Canada, Japon, Angleterre, Belgique, France, Italie, Pays-Bas, Suède, Norvège, Suisse) accorder une certaine confiance en la junte de Pinochet qui, pour avoir fait ses preuves sur le plan de la torture et de la répression, ne pouvait encore que présenter des promesses sur le plan économique.

Or il se trouve que le 18 décembre dernier, la junte annonçait officiellement son intention de renégocier la dette de $710 millions. C'était déjà un constat d'échec. Parallèlement elle déclenchait une vaste offensive diplomatique dans les pays du "Club de Paris". Il semble qu'elle n'ait pas abouti puisque, aux dernières nouvelles, la réunion du "Club" est reportée sine die, certains de ses membres refusant d'y participer (Angleterre, Suède, Norvège, Pays-Bas, Belgique, Italie). Jamais il n'y avait eu de la part de ces pays un démenti aussi catégorique de la politique de la junte.

Comme on va le voir, ce ne sont pas les raisons économiques qui font hésiter les pays capitalistes, mais bien des raisons politiques.

**Une politique économique plus que favorable au capital étranger**

En effet toutes les mesures économiques prises par la junte depuis le Coup d'état sont autant de cadeaux faits aux capitalistes étrangers.

1) Les entreprises étrangères requisitionnées sous Allende ont été rendues à leurs propriétaires (Dow Chemical a été la 1ère dès novembre 1973)
2) Les grandes entreprises nationalisées, en particulier dans les mines de cuivre, ont été indemnisées très grassement.
3) Plus important encore est le décret-loi 600 de juillet '74, appelé "statut de l'investisseur étranger". Ce statut est d'une telle libéralité qu'on peut dire qu'il revient à vendre le pays aux capitalistes étrangers: l'étranger n'a aucune restriction spéciale par rapport aux capitalistes nationaux et bénéficie en plus de la possibilité de ressortir intégralement profits et dividendes du pays. De plus il existe des franchises et dégrèvements d'impôts pour les entreprises dont la participation étrangère est supérieure à 20%. Rares sont les pays qui aujourd'hui n'ont pas pris un minimum de mesures nationalistes pour protéger leur patrimoine national. Le "statut de l'investisseur étranger" au Chili va à l'encontre de ce réflexe nationaliste, il est plus qu'une ouverture au capital étranger, il lui permet de piller le pays à bon compte.
4) D'autres mesures sur le commerce extérieur permettait l'entrée en masse de produits étrangers pour la plupart peu adaptés aux besoins réels de la population.

Sur le plan de l'économie intérieure toutes les lois de la Junte favorisent les grands monopoles nationaux au détriment de la petite et moyenne entreprise (liberté totale des prix, coupure des crédits, "libre concurrence" rétablie, etc.).

Et pourtant, malgré toutes ces mesures qui leur sont plus que favorables les pays capitalistes refusent d'investir au Chili. En effet, si de gros crédits avaient été ouverts à la junte au lendemain du Coup d'état, aujourd'hui, malgré le nouveau "statut", les investissements réels sont presque inexistants ($4 millions d'investissements effectifs pour 1975!).

**Raisons "humanitaires" ou intérêt économique?**

- Les crimes et la torture perpétrés par la junte sont maintenant bien connus d'une grande quantité de gens à travers le monde - Les Comités de Solidarité avec la Résistance et les organismes et tribunaux internationaux les ont dénoncés continuellement et les gouvernements ne peuvent pas rester insensibles à ces dénonciations. Au Canada comme ailleurs de nombreuses organisations ont fait pression sur le gouvernement depuis le coup d'état. La solidarité internationale a donc un rôle très important dans le rapport de la réunion du "Club de Paris" - Pourtant, les pays capitalistes ne nous ont pas donné l'habitude de renoncer à exploiter un pays pour de simples raisons "humanitaires" et ont toujours préféré voir en place dans le "tiers monde" des régimes "forts" facilement achetables. D'autres raisons doivent donc être recherchées et parmi celles-ci on doit bien sûr tenir compte de la conjoncture internationale de crise et l'entrée sur la scène mondiale des pays du "tiers monde" enfin reconnus. Mais la raison fondamentale semble surtout résider dans le fait que la junte chilienne n'apparaît pas comme un régime stable et donc durable. La répression sanglante (arrestations, tortures) exercée sur le peuple chilien est maintenue aujourd'hui avec la même intensité. Elle est le dépendant logique de la politique économique. Ces mesures économiques qui donnent en pâture les richesses du pays aux grands monopoles nationaux et étrangers rendent nécessaires l'élimination de toutes les organisations qui tendaient à s'y opposer et, raison de plus, les syndicats, partis et mouvements populaires qui, sous Allende, combattaient cette politique. Quand on a affaire à une classe ouvrière très consciente comme l'est la classe ouvrière chilienne, la répression doit être profonde et quasiment continue.

Ces mêmes mesures ont plongé le Chili dans une crise économique inégalée dans aucun pays (Inflation de 1000% en '73, 600% en '74, chômage de 15%, etc.) Au point que les classes moyennes jusque là favorables à la junte s'y opposent maintenant de plus en plus ouvertement.

Tout cela donne une image d'un régime peu fiable et où en tous cas il n'est pas prudent d'investir pour le moment. La répression nous apprend que l'organisation de la Résistance à l'intérieur du pays n'est pas un mythe, que de plus en plus de gens font front contre la junte. Sur ce plan politique aussi les Comités de Solidarité de soutien à la Résistance ont joué un rôle important en informant systématiquement de l'état économique et politique du pays.

L'idéal pour les pays du "Club de Paris" serait d'avoir les mêmes facilités économiques que celles offertes par la junte (ils se contenteraient peut-être de moins), mais avec un régime plus "libéral" aux yeux du peuple chilien, qui serait plus durable donc plus sûr.

Un parti semble à l'heure actuelle pouvoir donner cette image: le parti démocrate-chrétien. Ancré sur le plan intérieur dans les classes moyennes et une certaine paysannerie aujourd'hui réprimées, ce parti jouit encore d'une image libérale. Il possède de puissants intérêts économiques (de nombreuses entreprises manufacturières sont propriétés de ses membres) et ses relations avec la junte, après être passées par des crises successives, semblent maintenant tout à fait rompues. Sur le plan extérieur il est soutenu par une véritable Internationale démocratie-chrétienne (Italie, Allemagne, Pays-Bas, Belgique) avec qui il maintient des contacts constants.

C'est pour éviter de se faire déborder par la D.C. que la junte va maintenant faire appel à des "non militaires". Elle va sûrement essayer d'abord certains membres de ce parti.

DOCUMENT

# EL REBELDE MIR

## DANS LA CLANDESTINITE

Nº 102
DECEMBRE
1974

*Le texte qui suit est fait d'extraits d'articles parus dans l'organe officiel du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR), El Rebelde, no. 102. Il présente schématiquement l'analyse que fait le MIR de la conjoncture actuelle au Chili et les deux mots d'ordre qu'il met de l'avant: 1) la construction du Parti Révolutionnaire du Prolétariat et 2) "multiplions les Comités de Résistance Populaire et consolidons le Mouvement de Résistance Populaire!"*

*Pour une meilleure compréhension des positions politiques de ce parti révolutionnaire chilien, se référer aux publications officielles du MIR, disponibles au Comité (El Rebelde, éd. française et Correo de la Resistancia, éd. espagnole).*

### LA SITUATION ACTUELLE ET LES PERSPECTIVES DE LA LUTTE DES CLASSES

"Après plus de 14 mois de gouvernement, la dictature présente une image de faiblesse... Certes la dictature est encore en position de force par rapport à la Résistance et aux révolutionnaires et elle le demeurera encore pendant un certain temps.

"Cependant, le fait le plus marquant de la présente période est sans aucun doute l'apparition de contradictions et de conflits d'intérêts au sein même de la bourgeoisie et du grand capital. L'unité de l'équipe gouvernante commence à s'effriter. Ainsi des conflits surgissent entre les industriels et les propriétaires terriens... Des frictions encore peu prononcées apparaissent également entre la dictature et le pouvoir judiciaire, tandis que certains corps professionnels qui hier encore appuyaient les putchistes, commencent à critiquer la dictature. Les forces armées ne sont certes pas à l'abri des contradictions qui secouent la société...

"Il ne fait pas de doute que la lutte inter-bourgeoise ira en s'accentuant. Une fraction de la bourgeoisie défendra à nouveau les principes de la démocratie, afin bien entendu, de protéger ses intérêts menacés ou frustrés par la politique économique de la dictature. Une "vague démocratique" déferlera sur la société chilienne. La bourgeoisie est parfaitement consciente qu'elle ne peut, seule, lutter contre la dictature et l'équipe gouvernante. Elle tentera donc d'entraîner derrière elle la petite bourgeoisie et les couches les plus retardées du prolétariat et des masses populaires et de les regrouper autour d'un programme démocratique et démagogique afin de mieux venir à bout de la dictature. Cependant, en raison de la conjoncture internationale et de la situation économique politique et sociale interne, compte tenu également de l'état des forces du prolétariat, de la Résistance et de la gauche, la bourgeoisie finira immanquablement par négocier avec la dictature, ayant beaucoup plus à craindre du prolétariat et du mouvement de masse, qui sont décidés à s'organiser sur une base indépendante et à dépasser les objectifs limités qu'elle prétendait imposer... (no. 102, p. 2)

### LA CONSTRUCTION DU PARTI REVOLUTIONNAIRE DU PROLETARIAT

"Seule l'existence d'un Parti prolétaire d'avant-garde, fort, discipliné, lié aux masses, expérimenté et combatif peut rendre possible le triomphe de la lutte du prolétariat et du peuple...

"Ce parti n'existe pas encore au Chili. Le MIR est une organisation prolétaire d'avant-garde disciplinée, disposant d'une force relative, en liaison croissante avec le mouvement de masse, une expérience de presque 10 ans et une combativité que personne ne conteste.

"Mais le MIR n'est pas encore le Parti Révolutionnaire du Prolétariat chilien. Pour le devenir, il se doit, comme tâche fondamentale, de gagner la majorité du prolétariat d'avant-garde. Le prolétariat d'avant-garde se trouve dans le Mouvement de Résistance Populaire, dans certains secteurs des partis de gauche, parmi les syndicalistes et délégués de gauche sans parti." (No. 102, p. 4)

"Pour y arriver il doit faire un long chemin, mais il ne peut le faire seul, sinon avec l'ensemble du prolétariat d'avant-garde. (no. 102, p. 4)

### MULTIPLIONS LES COMITES DE RESISTANCE ET CONSOLIDONS LE MOUVEMENT DE RESISTANCE POPULAIRE!

"Le mouvement de Résistance Populaire est un mouvement politique, clandestin et néanmoins ouvert à toutes les classes et couches, en contradiction avec la dictature, qui s'organisent et s'unissent pour la mettre à bas.

"Peuvent appartenir au MRP tous les ouvriers, paysans, travailleurs, chômeurs, employés, petits propriétaires... disposés à participer aux formes les plus variées de lutte contre la dictature, disposés à s'organiser en Comité de Résistance Populaire.

"Tout le monde doit savoir qu'il existe des milliers de CRP mais personne ne doit savoir qui les composent et où ils se trouvent... Chaque CRP est un organisme compartimenté et clandestin.

1. La première tâche d'un CRP est de s'organiser de manière interne, apprendre à travailler dans la clandestinité...
2. Discuter et analyser la situation politique
3. Développer des tâches d'agitation et de propagande
4. Travail par fronts (dans l'usine, le syndicat, le lycée, l'université, le bidonville, l'association de quartier...)
5. Travail de diversion destiné à tromper, disperser et maintenir occupées les forces de la répression
6. Travail d'information (récolter, par les moyens les plus divers, toutes les informations sur les appareils répressifs)
7. Travail de financement
8. Recherche de moyens matériels
9. Travail en direction des Forces Armées
10. Aide aux prisonniers et à leurs familles
11. Boycottage et sabotage mineurs
12. Formation politique, technique, militaire et morale des membres du CRP (no. 102, p. 5-6)

### RENFORCONS LA RESISTANCE QUI RENVERSERA LA DICTATURE!

# LA RESISTANCE REVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE CHILIEN SE RENFORCE POUR VAINCRE

## ★ MAPU-CHILE ★

***Ce texte a été écrit à partir de différentes informations en provenance du MAPU, par un militant de ce parti.***

Le Chili est un pays capitaliste monopoliste d'Etat dépendant de l'impérialisme. L'objectif stratégique du peuple et de la classe ouvrière est donc de détruire l'Etat bourgeois et l'ordre capitaliste afin de construire une authentique démocratie populaire.

Dans le cadre de cet objectif stratégique, le prolétariat peut se donner des objectifs tactiques qui sont possibles à réaliser en tenant compte de la corrélation des forces en ce moment. L'objectif tactique de la période actuelle, c'est le renversement de la dictature et l'instauration d'un gouvernement **provisoire** national, démocratique et populaire. En effet, l'analyse de l'actuelle corrélation des forces et des développements qui s'en suivent, le fait que l'imminence de l'éclatement de la crise politique laisse peu de temps aux forces populaires pour s'organiser et l'ensemble écrasant des tâches qu'il est nécessaire d'accomplir, montrent clairement que l'objectif maximum auquel on peut aspirer durant cette période, c'est le renversement de la dictature et l'instauration d'un gouvernement provisoire démocratique et populaire. Si la classe ouvrière et le peuple ne parviennent pas à renverser la dictature durant cette période, celle-ci réussira à se consolider et la domination bourgeoise se perpétuera durant une période indéterminée.

Le programme du Gouvernement Provisoire est un programme minimum à partir duquel peuvent être établies des alliances **durant cette période** entre les partis ouvriers et l'opposition bourgeoise. Ce programme comprend à la fois des mesures démocratiques comme: le rétablissement des libertés politiques et syndicales, la renationalisation des richesses naturelles, etc., comme des mesures socialistes: Contrôle populaire des activités économiques fondamentales, contrôlé par le peuple et la classe ouvrière des mécanismes de prise de décision portant sur les problèmes de son existence quotidienne, c'est-à-dire de ce gouvernement, que le peuple devra continuer à lutter pour développer ses forces et son pouvoir afin d'avancer vers le socialisme.

**Résistance populaire**

La voie pour approfondir et accélérer la crise, pour établir l'alliance la plus large avec toutes les forces antidictatoriales et pour affaiblir et renverser la dictature, c'est l'organisation à partir de la base d'un mouvement de résistance populaire. Seulement les masses, mobilisées et conscientes de leurs intérêts de classe pourront renverser la dictature. La réorganisation du mouvement de masses doit se réaliser à la base, à partir de l'agitation sur tous les fronts d'action politique des revendications immédiates du peuple et de ses problèmes les plus concrets. A partir de cela, les masses vont lier la réalisation de leurs intérêts immédiats avec les objectifs politiques du renversement de la dictature.

Durant la période de reflux du mouvement populaire, les formes de luttes politiques, légales et illégales ont la priorité et toutes les autres formes de lutte doivent lui être subordonnées. Une fois le mouvement populaire réorganisé et réactivé, il sera possible d'asséner des coups d'envergure à la dictature et d'utiliser de nouvelles formes de lutte, indispensables pour précipiter la chute de la junte. On pourra alors tenter des actions de masses de caractère insurrectionnelles qui prépareront l'insurrection générale et nationale qui renversera le Junte militaire.

Le cadre d'organisation à l'intérieur duquel devra se développer le mouvement de résistance, ce sont les Comités de Résistance, organisés à la base, dans les usines, les quartiers, les écoles, etc. Les Comités de Résistance sont des organisations de masses, non des organisations partisanes, et ont comme tâche d'orienter et de diriger la lutte contre la dictature. A partir des Comités de Résistance, la classe ouvrière va concrétiser son alliance avec tous les secteurs disposés à lutter contre la dictature.

Pour que ce mouvement de résistance soit solide et profond, il est nécessaire d'obtenir l'unité de la classe ouvrière dans sa lutte contre la junte militaire. Cette unité est le prérequis indispensable pour vaincre l'unité des partis ouvriers doit se matérialiser dans la constitution d'un Front Ouvrier Unique dont la mission principale est de donner une direction politique et organique au mouvement de résistance populaire. L'unité des partis ouvriers n'abolit pas les différences, mais celles-ci peuvent et doivent se résoudre à l'intérieur du principe prolétarien d'unité et de lutte.

Sur la base de la classe ouvrière, on doit constituer un front politique large de toutes les couches sociales qui ont des contradictions avec la dictature. Ce Front Antidictatorial doit inclure toutes les forces politiques, sur la base d'un programme commun, qui sont disposées à lutter contre la junte militaire.

Une plate-forme minimum doit être mise de l'avant en l'appliquant adéquatement selon les caractéristiques de chaque front d'action politique et de chaque endroit, en tenant compte des points suivants: a) Organisation des Comités de Résistance; b) Lutte pour les libertés politiques et syndicales; c) Défense du niveau de vie des masses et d) Fin de l'état de guerre, des exécutions et des tortures, droit à la défense et à la liberté pour les prisonniers politiques.

Dernièrement, la Gauche Chrétienne et le MAPU ont signé une déclaration commune qui reprend d'une façon sommaire les points énoncés auparavant. Enfin, plusieurs organisations de gauche, qui ont manifesté leur solidarité avec le peuple chilien, comme PIDUP-Manifesto et Vanguardia Operaria en Italie, le Mouvement Populaire Dominicain, le PSU en France, le PC cubain, le MIR bolivien et les Montoneros en Argentine, pour n'en nommer que quelques-uns, ont signalé leur accord avec cette ligne politique.

DOSSIER

# LA REPUBLIQUE DOMINICAINE DIX ANS APRES LE DEBARQUEMENT DES MARINES

Le 25 avril 1965, 40,000 soldats américains débarquaient en République Dominicaine. Il s'agissait, d'après les déclarations officielles du gouvernement américain, de "protéger les vies des ressortissants américains et étrangers" mises en danger par l'insurrection populaire déclenchée la veille.

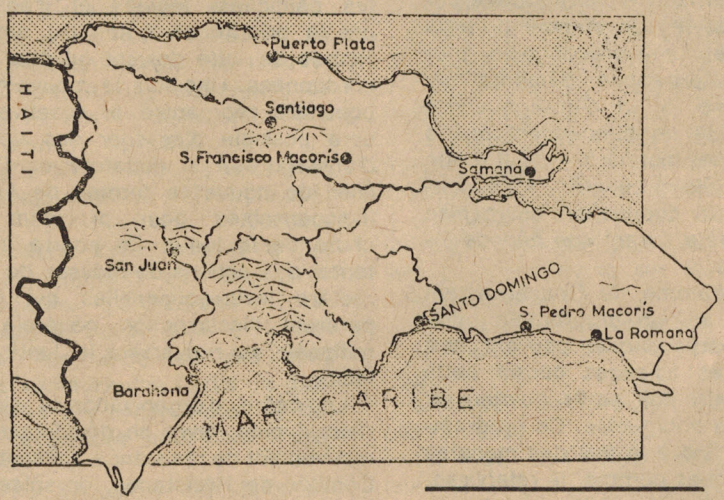
Dès le lendemain toutefois, un autre motif était invoqué: "Il ne saurait être question pour les Etats-Unis de permettre qu'un nouveau Cuba prenne corps dans la région des Antilles." Quelques jours après le débarquement, des soldats américains étaient postés le long des côtes dominicaines, dans l'attente d'un débarquement armé... en provenance de Cuba.

Le "débarquement cubain", bien sûr, ne devait jamais avoir lieu. Mais la prétendue intervention cubaine en République Dominicaine avait fourni aux interventionnistes de la Maison Blanche et du Pentagone leur prétexte. Sous le couvert de la croisade anti-communiste, vouée à remettre le pays sur la voie de la démocratie représentative, libérale, le gouvernement américain ne cherchait en fait qu'à mettre en place en République dominicaine, un gouvernement *sûr,* prêt à défendre les intérêts de l'impérialisme.

40% de la main-d'oeuvre en chômage permanent: c'est là le modèle de développement qu'imposent les multinationales...

L'Ile de St-Domingue a été colonisée par les espagnols à partir du XVIe siècle. Au XVII siècle, une partie de l'île fut cédée à la France (Haïti). En 1821, Saint-Domingue rompt avec l'Espagne et proclame son indépendance. Enfin, en 1916, les marines américains occupent le pays afin de "rétablir l'ordre". L'occupation américaine se prolonge jusqu'en 1924, mais ceux-ci continuent de contrôler et d'administrer des aspects importants de l'économie dominicaine. Entre 1930 et 1961, le pays est soumis à la dictature de Trujillo.

- 4,440,000 habitants (en 1973)
- 60% de la population vit à la campagne
- 12% des propriétaires terriens possèdent 78% des terres arables.
- Les principaux produits agricoles sont: les bananes, le cacao, et le café.
- En 1963, les Etats-Unis contrôlaient 65% des exportations et 80% des importations de Saint-Domingue.



# LE MOUVEMENT POPULAIRE D'AVRIL 1965 ET L'INTERVENTION AMERICAINE

Lorsque les Marines débarquèrent à Saint-Domingue en avril 1965, il y avait longtemps que les Américains n'avaient utilisé **l'action militaire** directe comme moyen d'imposer leurs vues en Amérique latine.

Mais, au lendemain de la Révolution cubaine (1959) - qui risquait par son exemple d'embraser l'ensemble des peuples d'Amérique latine - le gouvernement américain n'entendait prendre aucune chance: il lui fallait sur tout le continent des gouvernement inconditionnels, disposés à faciliter de toutes les manières possibles la pénétration économique des grandes corporations américaines et la surexploitation des travailleurs.

Dans ce contexte, même les gouvernements nationalistes, de type libéral et réformiste, apparaissaient indésirables aux Américains. C'est ainsi que ces derniers - par CIA interposée - participèrent très activement à la chute du gouvernement réformiste de Goulart au Brésil (1964) et à son remplacement par un gouvernement militaire. Quant à l'intervention en République dominicaine, elle visait avant tout à empêcher le retour au pouvoir de Juan Bosch, qui avait été président du pays de 1961 à septembre 1963. Bosch n'avait jamais caché son anticommunisme, mais son gouvernement ne tarda pas à manifester de réelles tendances nationalistes, anti-impérialistes, visant à limiter l'entrée de capitaux étrangers au pays et à favoriser le développement du pays sur des bases de moindre dépendance. Ces mesures - ainsi que le souci d'améliorer les conditions de vie de la population - lui méritèrent d'importants appuis populaires. Cela avait suffi pour rendre Bosch suspect, dangereux même aux yeux des Américains et des classes possédantes dominicaines. Un coup militaire, nettement pro-américain, chassa Bosch du pouvoir en 1963.

## Du coup militaire au mouvement populaire

Pendant les 17 mois qui suivirent (septembre 1963-avril 1965). La Junte militaire, de par ses mesures économiques et politiques, s'aliéna d'importants secteurs du pays. Face à la répression, et au climat de mécontentement régnant dans de larges fractions du pays, la conspiration contre la dictature gagna peu à peu les casernes des Forces Armées.

Un bloc militaire anti-gouvernemental se forma qui regroupait

1) des officiers partisans de l'ex-président Bosch: on appela ces officiers les **constitutionnalistes** puisqu'ils souhaitaient le retour au pouvoir du dernier président élu et illégitimement remplacé par la Junte militaire;

2) des officiers partisans de **l'ancien président Balaguer,** qui avait été un proche du dictateur Trujillo, assassiné après avoir régné plus de 20 ans en République Dominicaine. Balaguer avait succédé à Trujillo avant d'être déplacé par Bosch, élu en 1961;

3) et enfin des officiers simplement partisans du remplacement de la Junte militaire par d'autres militaires.

Les trois fractions participèrent ensemble à la réalisation du coup d'Etat qui, dans l'après-midi du 24 avril 1965, renversa le gouvernement du Dr. Donald Read Cabral.

Après le coup, devant l'exigence des officiers "boschistes" sous la direction du **colonel Caamagno** (figure devenue légendaire depuis dans le pays) de remettre le pouvoir au président Bosch, le bloc militaire éclata. A partir de ce moment, le coup militaire se transforma en une véritable guerre civile.

## L'intervention armée: une réponse au mouvement populaire

L'entrée en scène massive des couches moyennes urbaines - ainsi que des couches ouvrières et de chômeurs de la ville de Saint-Dominigue - renforça la fraction constitutionnaliste de l'armée: le coup militaire se transformait en un mouvement populaire spontané, nationaliste et anti-impérialiste, nettement dirigé contre les intérêts politiques et économiques des classes dominantes du pays, liées elles-mêmes aux intérêts américains. Ces classes - grands propriétaires terriens notamment - ne voulaient pas d'un retour de Bosch au pouvoir: car il symbolisait, avec ses tendances réformistes et populistes, sinon la fin du moins la limitation de leurs privilèges.

D'autre part, bien sûr, l'irruption des forces populaires sur la scène politique amena les fractions balagueriste et militairiste de l'Armée à s'unir dans un front anti-populaire, aux côtés des classes dominantes traditionnelles.

La guerre civile allait durer 48 heures. Malgré les efforts des secteurs réactionnaires de l'armée dominicaine - utilisation massive de l'aviation et de blindés - l'alliance constitutionnaliste peuple-militaires s'acheminait vers une victoire. Le retour au pouvoir du président Bosch s'imposait alors comme un fait irréversible.

C'est à ce moment que le gouvernement américain, sous prétexte de "sauver des vies humaines" et d'empêcher que "la République domini-

**Caamagno, chef des forces constitutionnalistes en avril 1965, ré-apparut en République dominicaine en février 1973, à la tête d'une petite troupe de guerilleros. Il trouva la mort deux semaines plus tard.**

DOSSIER

caine ne tombe dans la sphère d'influence socialiste" ordonnait le débarquement de ses soldats sur l'île, pour la troisième fois en ce siècle. Grâce à l'appui des 40,000 boys de l'Armée américaine, les forces anti-populaires réussirent à redresser la situation en leur faveur et à empêcher le retour de Bosch au pouvoir.

## L'occupation américaine et les négociations

Durant les semaines qui suivirent, l'Armée américaine joua le rôle d'une véritable armée d'occupation. Le président Johnson trouva moyen de déguiser l'intervention américaine, unilatérale, en la faisant appuyer par l'Organisation des Etats Américains. Il réussit même à placer l'opération sous la direction d'un général brésilien, donnant ainsi à croire qu'il s'agissait là de l'intervention d'une force inter-américaine de paix... force d'ailleurs, suggérait alors Johnson, qui pourrait être appelée à intervenir partout où les communistes menaceraient, c'est-à-dire partout où les intérêts américains seraient en danger.

La diplomatie américaine pour sa part s'arrogea le rôle d'arbitre entre les diverses fractions en présence et imposa elle-même les termes selon lesquels devrait se négocier le "retour à l'ordre". Inutile de le préciser: ces négociations devaient favoriser les secteurs traditionnels et réactionnaires du pays... et elles visaient systématiquement à éliminer, sous un masque de légalité, le mouvement populaire révolutionnaire qui s'était manifesté le 24 avril.

Intimidés par la présence des Marines et par les provocations impunies des troupes anti-populaires, les représentants des forces constitutionnalistes durent finalement se rendre aux conditions imposés par les Américains. Un président de "transition" fut désigné. Les forces constitutionnalistes durent rendre les armes.

## La démobilisation populaire

Le mouvement d'avril avait été dirigé principalement par des éléments progressistes de la classe moyenne, sise essentiellement dans la ville de Saint-Domingue, la capitale. Isolés, coupés au fond des couches ouvrières et surtout des couches paysannes qui constituent la force majeure de la nation dominicaine, **ces éléments ne réussirent pas à mobiliser de façon organique, sérieuse et permanente les forces populaires du pays.** Aussi, la démobilisation du secteur constitutionnaliste de l'armée en septembre 1965 signifia-t-elle la démobilisation pure et simple du mouvement populaire.

Au lendemain des négociations, les intérêts américains et réactionnaires du pays trouvèrent devant eux des masses démobilisées, un pays livré quasi sans défense à l'agression et à la pénétration économique.

## Après l'intervention... 1965-1975: dix ans de dictature

En 1965, ce que les Américains voulaient en République dominicaine - comme dans le reste de l'Amérique latine - c'était

1) la stabilité politique, le règne de la loi et de l'ordre;

2) le développement d'une économie assujettie aux intérêts américains.

Pour ce, ils s'assurèrent d'abord la présence au pouvoir d'un homme dévoué entièrement à la défense de leurs intérêts: **Joaquin Balaguer,** toujours "président" du pays après dix ans. Balaguer se proposa deux tâches principales:

1) la pacification définitive du pays: c'est-à-dire l'élimination de tout foyer de contestation du régime: partis et groupes politiques, syndicats...

2) l'accélération du processus de pénétration des sociétés étrangères, américaines surtout, dans le pays.

## Balaguer: répression et corruption

Balaguer - avec l'aide des Américains - s'attacha à stabiliser le régime. D'abord, à travers le renforcement de **l'organisation militaire:** en 1970, les dépenses militaires représentaient 30% du budget total du pays. L'aide militaire américaine au pays doubla après 1965, passant de $1.2 millions à $2.4 millions. Soulignons que l'aide militaire totale des Etats-Unis à la République dominicaine entre 1946 et 1971 atteignit la somme de $242.6 millions; elle ne le cédait en importance qu'à l'aide apportée pour la même période au Brésil ($521 millions). L'aide américaine fut également substantielle dans le renforcement de **l'appareil policier** (fourniture d'équipements anti-émeute; programmes de formation des forces policières).

Ainsi armé, le régime put imposer la terreur et organiser scientifiquement la suppression de toute force d'opposition, fût-elle modérée. La répression prit trois formes principales:

1) déportation des principaux dirigeants militaires du mouvement d'avril 1965: Caamagno fut nommé attaché militaire à Londres;

2) élimination physique de dirigeants et militants anti-impérialistes: et ce, non seulement sur le territoire dominicain, mais même à l'étranger;

3) et interdictio des partis politiques les plus progressistes. De même le régime a tout fait pour casser les organisations ouvrières les plus combatives.

La répression contre les organisations démocratiques et les personnalités opposées au régime a fait, selon une récente déclaration du président Balaguer lui-même, plus de 800 victimes. Au rythme d'un mort ou d'un disparu tous les deux jours, les secteurs militants de la société dominicaine se sont vus privés peu à peu de leurs dirigeants les plus compétents.

D'autre part, le président Balaguer développait auprès des secteurs opportunistes de la classe moyenne ce qu'on pourrait appeler une **politique de récupération.** A travers la mise en marche d'importants programmes publics (construction notamment) et à travers le gonflement de l'appareil bureaucratique de l'Etat, le gouvernement réussit à constituer une large couche de fonctionnaires et de technocrates, sympathiques au régime. De plus, la corruption a favorisé la neutralisation de groupes importants de la classe moyenne, laquelle a vu, dans l'opportunité offerte par Balaguer, une façon d'échapper aux frustrations vécues lors de l'échec d'avril 1965.

## La pénétration impérialiste

Au rythme même où progressait la répression exercée par le régime, les grandes sociétés étrangères, américaines et occidentales, ont fait irruption de façon massive dans le pays.

La Gulf and Western Corporation (sucre, élevage, ciment, distilleries, construction, hôtellerie, finance), l'Alcoa (bauxite), et la Falconbridge (fer et nickel) ne constituent que trois cas parmi d'autres, de grandes corporations multinationales qui, profitant des politiques de faveur du gouvernement Balaguer envers le

SUITE A LA PAGE 15

# LES INTERETS CANADIENS EN REPUBLIQUE DOMINICAINE

DOSSIER

Même si l'on n'en entend pas parler souvent, les intérêts "canadiens" sont très présents en République Dominicaine. A l'exception des opérations bancaires, ces intérêts ne sont "canadiens" que de nom puisque, comme nous le verrons plus loin, la Falconbridge Nickel Mines Ltd et la Anglo-Canadian Telephone Co., toutes les deux présentes au pays, sont contrôlées par des intérêts américains.

## Les Banques

Les banques canadiennes ont été très actives en Amérique Latine et dans les Caraïbes dès la fin du siècle passé. La Banque Royale a ouvert sa première branche à la Havane en 1899. Elle s'est établie en République Dominicaine en 1912 et dès 1920, elle était la Banque étrangère la plus importante au pays. La Banque de la Nouvelle-Ecosse s'est établie peu après et jusqu'à la chûte de Trujillo, en 1961, les Banques canadiennes étaient les plus importantes banques étrangères en République Dominicaine.

Il faut souligner que c'est seulement à partir de 1962 que les Banques américaines s'établirent au pays et que jusqu'à ce moment, les seuls compétiteurs des banques canadiennes étaient les banques d'Etat.

Le tableau suivant nous montre les actifs des banques étrangères en République Dominicaine, de 1947, année où les premières statistiques sont disponibles, à 1965, année à partir de laquelle la Banque Centrale du pays a décidé de ne présenter que la balance consolidée de toutes les banques commerciales.

**ACTIFS DES BANQUES ETRANGERES EN REPUBLIQUE DOMINICAINE**

**1947 - 1965**

| BANQUES | 1947 | 1950 | 1961 | 1965 |
|---|---|---|---|---|
| Banque Royale | 14,264,902.12 | 11,083,793.66 | 37,900,000 | 50,800,000 |
| Banque Nouvelle-Ecosse | 3,351,202.06 | 3,996,401.67 | 19,900,000 | 17,600,000 |
| Chase Manhattan | --- | --- | --- | 18,300,000 |
| First National City | --- | --- | --- | 11,800,000 |

Source: BANCO CENTRAL DE LA REPUBLIQUE DOMINICAINE
MEMORIA ANNUAL - 1947, 1950, 1961, 1965

Le tableau montre concrètement qu'en 1965, les banques canadiennes possédaient presque 70% des actifs des banques étrangères en République Dominicaine. Les dernières statistiques disponibles en République Dominicaine sur la Banque Royale nous montrent que son actif a passé de $50.8 millions en 1965 à $96,420,313.00 en 1972, ce qui confirme que **"l'équipe à l'esprit ouvert"** est toujours la plus importante banque étrangère au pays et que des profits de plus en plus considérables sont rapatriés au Canada.

## Falconbridge "Dominicana"

Une multinationale "bien de chez nous" en apparance, la Falconbridge est bien connue des mineurs du Nord-Ouest Québécois (Falconbridge Copper, Lac Duffault) et des mineurs Dominicains.

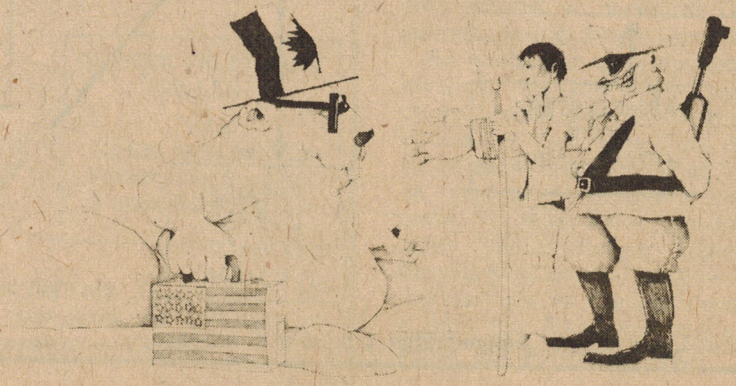
Falconbridge Dominicana est de loin l'investisseur "canadien" le plus considérable au pays.

La Falconbridge a commencé ses opérations en République Dominicaine vers le milieu des années 50 durant la dictature de Trujillo. Elle a commencé à explorer les réserves de ferro-nickel dans la région de Bonar, dans le centre du pays. Pendant la période exploratoire, ils ont construit un petit plant pilote dont la capacité de production a été quadruplée en 1966 après que les marines américaines aient laissé un gouvernement "stable" au pays. En 1968, la compagnie a décidé de construire un plant permanent à Bonar. Au début de 1970, un accord final était intervenu entre Falconbridge et le gouvernement dominicain et ainsi commençait la construction du complexe métallurgique de $195 millions.

A part des $15 millions déjà investis par Falconbridge Dominicana dans la plant pilote, les $180 millions restants ont été obtenus des sources suivantes:

- $80 millions de trois compagnies d'assurance américaines: Metropolitan Life, Northwesterns Mutual et Equitable
- $41 millions de la Banque First nadienne Impériale de Commerce nadienne Imperiale de Commerce ($20 millions)
- $25 millions de la Banque Mondiale (garanti par le Gouvernement de la République Dominicaine)
- $34 millions fournis par Falconbridge et Amco Steel des Etats-Unis

Il est intéressant de remarquer qu'à cause de l'instabilité politique de la République Dominicaine, les investis-



sements américains dans ce projet sont garantis par l'Agence Internationale de Développement (USAID) contre tout risque de guerre, révolution, expropriation, etc... Maintenant si l'on considère que le nickel est un métal stratégique pour l'industrie de guerre américaine, on comprend bien pourquoi les Etats-Unis sont intéressés à appuyer la "stabilité" qu'assure aux multinationales le régime de Balaguer, "stabilité" qui a coûté au pays plus de 2,000 assassinats politiques depuis 1966 et qui a assuré à Falconbridge en 1972 $21,376,000 de profits.

Les relations entre Falconbridge et le gouvernement sont tellement bonnes que le président de sa filiale dominicaine affirmait, dans son rapport annuel de 1970:

*"The year 1970 was one of extraordinary progress as measured by any yard-stick. A major contributing factor has been the wholehearted cooperation offered by President Joaquin Balaguer, his ministers and officials of the Dominican government"*
*(1970 Annual Report of Falconbridge Dominicana, p. 34).*

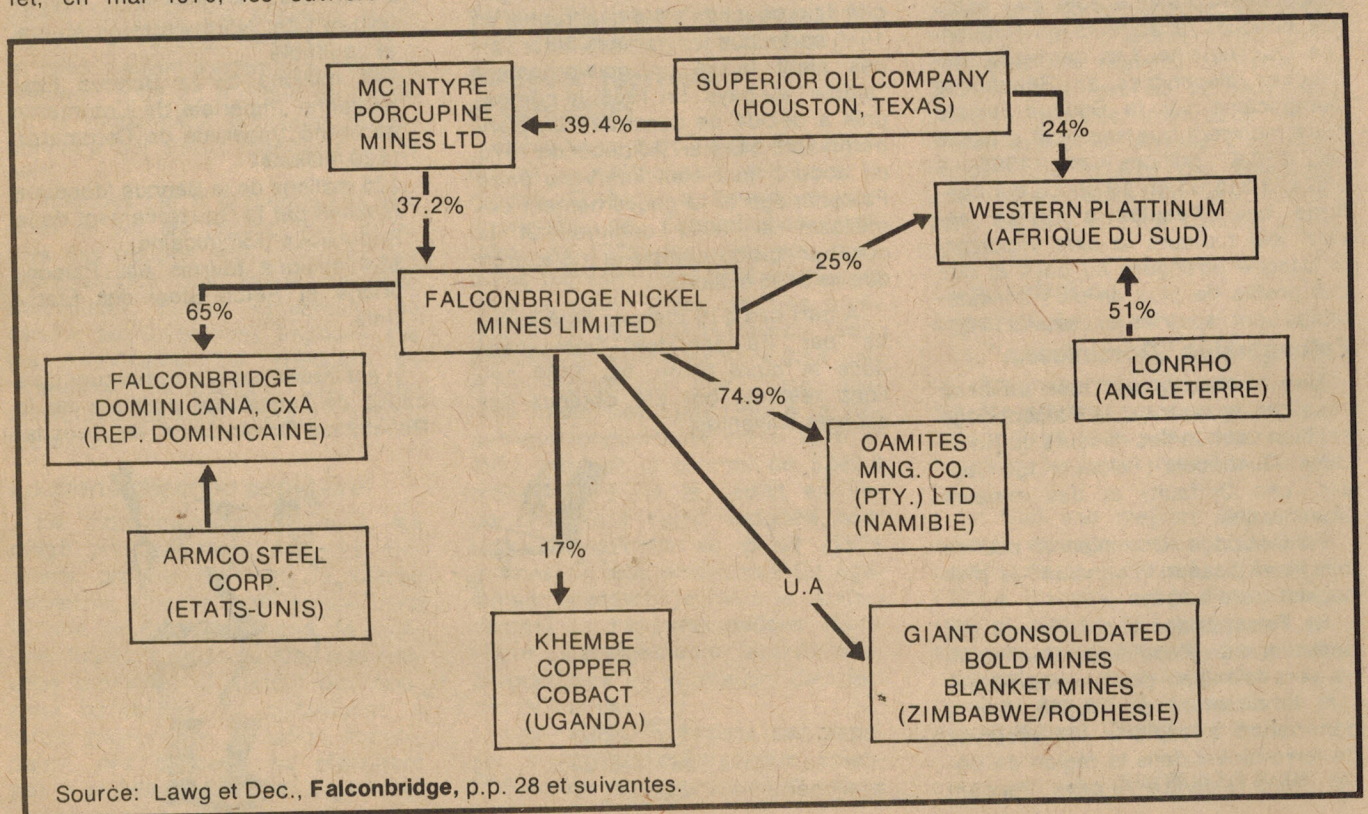
Pour nous donner une idée de la rentabilité qui assure à la Falconbridge l'exploitation des travailleurs dominicains et la collaboration du régime, jetons un coup d'oeil aux opérations canadiennes et dominicaines de la compagnie en 1972.

| | **Opérations de la Falconbridge au Canada - 1972** | **Opérations de la Falconbridge République Dominicaine - 1972** |
|---|---|---|
| Revenu | $155,848,000 | $40,825,000 |
| Dépenses d'opération | $110,858,000 | $19,449,000 |
| Profits d'opération | $ 44,990,000 | $21,376,000 |
| Pourcentage des profits sur le revenu | 22% | 52% |

En termes très clairs, le pourcentage des profits des opérations dominicaines est 2½ fois plus élevé que celui des opérations canadiennes. Pourquoi? Exploitation du "cheap labor" et des "cheap ressources".

Et si les ouvriers osent exiger leurs droits, comme ils l'ont déjà fait, la Falconbridge n'hésite pas à appeler la police et l'armée. En effet, en mai 1970, les ouvriers de la compagnie sont allés en grève pour exiger des meilleurs salaires et des conditions de travail plus sécuritaires. Après deux mois de grève, la compagnie a appelé la police anti-émeute pendant que les ouvriers étaient en réunion. Plusieurs ouvriers ont été matraqués, 92 autres ont été arrêtés et emprisonnés. Le conseiller légal du syndicat et le président de la centrale à laquelle était affilié le syndicat ont dû être hospitalisés à cause des blessures.

On comprend bien pourquoi le président de la Falconbridge Dominicana se vantait, en 1970, de la bonne collaboration du président Balaguer et ses officiers. On comprend aussi que comme partout ailleurs, les forces de l'ordre sont toujours là pour protéger les intérêts des patrons.




Source: Lawg et Dec., **Falconbridge,** p.p. 28 et suivantes.

## Compagnie Dominicaine de Téléphone

Un autre des bons boss qui exploite les ouvriers québécois et dominicains est l'Anglo-Canadian Telephone Co. qui contrôle à 100% la compagnie dominicaine de Téléphone et Québec Téléphone à 55.81%. Cette compagnie "canadienne" est à son tour contrôlée à 83.52% par la General Telephone and Electronics, de New York. L'Anglo-Canadian Telephone est dans la liste des 100 plus importantes sociétés au Canada. Elle est la 43e en importance par ses ventes, la 14e par ses actifs et la 54e par ses profits selon la compilation du FINANCIAL POST.

## Le commerce et l'aide canadienne à la République Dominicaine

Le commerce de la République Dominicaine avec le Canada est, à toutes fins pratiques, insignifiant. Les exportations annuelles de la République Dominicaine vers le Canada atteignent à peine le million de dollars. Par contre les importations en provenance du Canada sont de l'ordre de $5 millions par année.

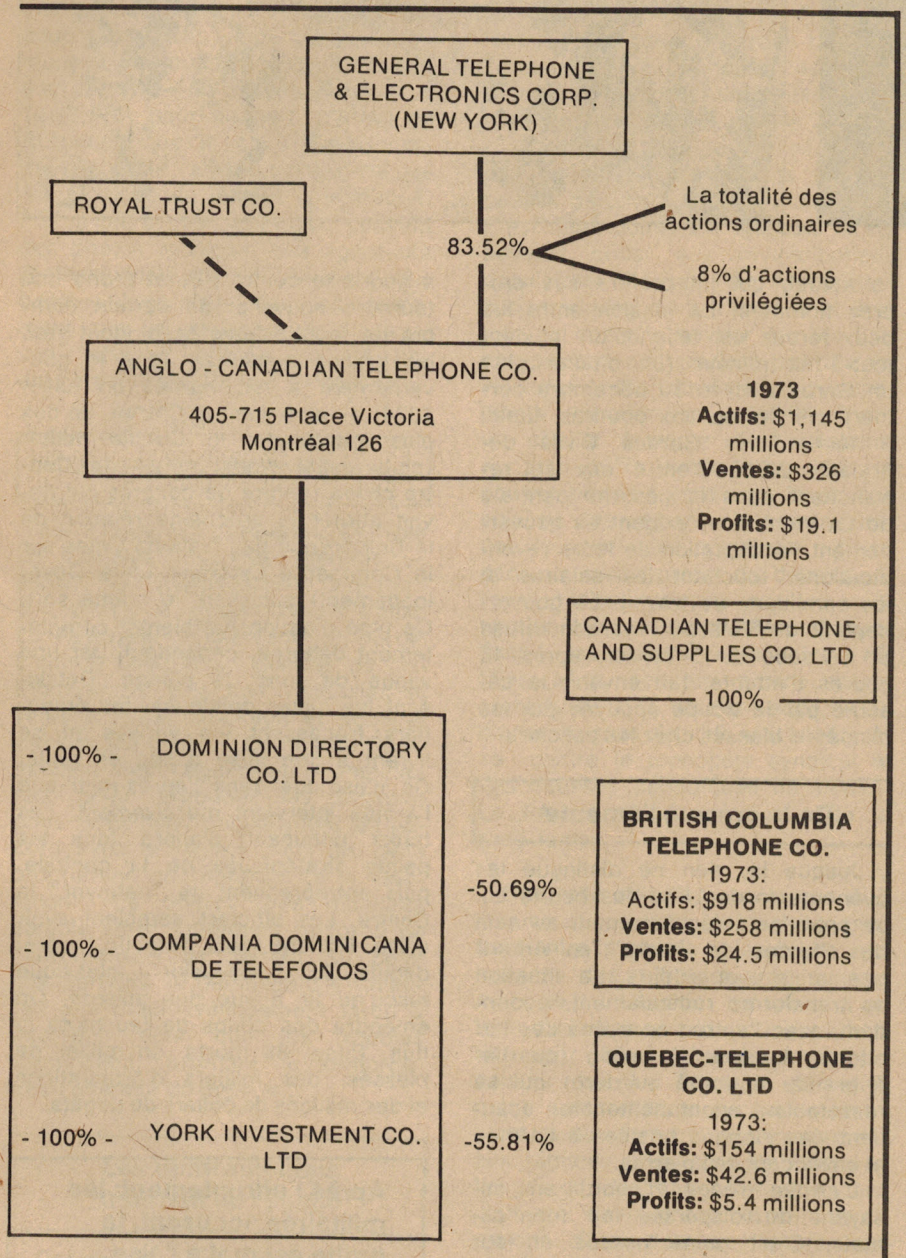
Depuis deux ans, il devient de plus en plus clair que la politique de développement du Canada repose sur la promotion des exportations vers le Tiers-Monde surtout vers les pays d'Amérique Latine et les Caraïbes. Le mécanisme privilégié par le Ministère de l'Industrie et du Commerce pour favoriser cette politique est l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI) à travers l'aide bilatérale (de gouvernement à gouvernement) liée à l'achat de produits canadiens.

Dans le cas des pays avec lesquels le Canada n'a pas de contrats bilatéraux, la pénétration commence sous forme d'aide à des organismes privés opérant dans les différents pays. En ce qui concerne la République Dominicaine, l'aide privée canadienne (de source gouvernementale - ACDI) est passée de $65,149.80 pour la période 1968-71 à la somme de $483,210.00 pour 1973-74. Depuis l'établissement définitif de la Falconbridge en République Dominicaine, l'aide privée canadienne a augmenté de plus de 100% par année. Il est intéressant de remarquer, à ce sujet, que la Falconbridge a offert à certains organismes privés canadiens de leur fournir une quantité équivalente à celle fournie par le gouvernement canadien pour leur projet de "développement" communautaire en République Dominicaine.

Il est aussi intéressant de remarquer qu'une fois que l'aide privée a déblayé le terrain, le gouvernement peut intervenir sur le plan bilatéral. Comme ce fut le cas pour Haïti: jusqu'en 1973, Haïti était le pays qui recevait le plus d'aide privée du Canada. En 1973-74, au moment où le Canada a signé un contrat bilatéral avec la dictature de Duvalier, l'aide privée à Haïti est tombée de $470,000. en 1972-73 à $291,186.67 en 1973-74. Le terrain était préparé, le gouvernement peut prendre la relève.

Avec les bons offices des organismes privés et de la Falconbridge, il est à prévoir que bientôt le Canada sera présent, au niveau de l'aide bilatérale, en République Dominicaine.

En conclusion, en République Dominicaine, comme ailleurs, le Canada est complice de la politique impérialiste des Etats-Unis: Falconbridge, Royal Bank, Anglo-Canadian Telephone, aide privée et bientôt aide officielle. Pourquoi se surprendre alors qu'en 1965 le chef de l'opposition à Ottawa, M. Diefenbaker se levait pour affirmer que le Canada devait être à côté des Etats-Unis pendant l'invasion des Marines en 1965?




* Selon le **FINANCIAL POST,** ANGLO-CANADIAN TELEPHONE se classe, par ses ventes, au 43e rang, par ses actifs, au 14e rang, et par ses profits au 54e rang des corporations opérant au Canada.

# LES "EVENEMENTS" DE LIMA: COUP DE LA CIA OU CRISE DU REGIME?

Les 5 et 6 février derniers, se produisaient à Lima des événements d'une rare violence, comme le pays n'en avait pas connus depuis la prise du pouvoir par les militaires nationalistes, en 1968. La position-clef du régime péruvien sur la scène latino-américaine actuelle fait que les "affrontements" de Lima acquièrent une importance continentale. Il est donc indispensable d'essayer d'y voir un peu plus clair, ce à quoi ne nous incite guère la participation des grandes agences de presse.

## La grève des policiers

Depuis un certain temps un vif mécontentement s'est établi au Pérou au sein de la Garde Civile, type de "force de l'ordre" caractéristique des pays hispaniques et dont les fonctions tiennent à la fois de celle de l'armée et de la police (les corps de Garde Civile ont été généralement institués en Amérique latine pour faire contrepoids au pouvoir de l'armée, souvent jugée trop autonome par rapport au gouvernement). Les causes du malaise sont de deux ordres. D'abord, des **revendications salariales:** comme pour l'ensemble des travailleurs, la hausse présente du coût de la vie a fait diminuer considérablement depuis deux ans, leur pouvoir d'achat. Mais à cela s'ajoutent des problèmes particuliers: la Garde Civile se trouve "mise sur une tablette" par le régime militaire actuel, qui lui préfère ses propres hommes. La tension entre les deux forces est telle qu'un incident tout-à-fait mineur (un officier gifle un Garde Civil le 30 décembre dernier) met le feu aux poudres. Lundi 3 février, les Gardes Civils débraient; 2,000 d'entre eux se retranchent dans la caserne centrale de La Victoria et exigent du gouvernement l'acceptation de leurs revendications, touchant les salaires et les conditions de travail. Le gouvernement de Velasco Alvarado refuse et à l'aube du 5 février, après 48 heures d'attente, fait envahir la caserne par la troupe appuyée par les blindés: 6 blessés chez les policiers.

## De la grève à l'émeute

Jusque là, rien ne distingue les événements de Lima des heurts qui se produisent régulièrement au sein des "forces de l'ordre" en Amérique latine... et ailleurs. La situation se transforme radicalement, cependant, avec l'entrée en scène des habitants du quartier voisin (quartier à grande majorité ouvrière) qui se rassemblent spontanément en scandant des slogans hostiles à l'armée et en lançant des pierres.

L'armée réagit d'abord en essayant de disperser les manifestants. C'est peine perdue et leur nombre s'accroît d'heure en heure. Vers midi la **asonada** (affrontement violent entre la troupe et la foule, en argot politique latino-américain) a gagné le centre-ville et prend une tournure nouvelle: un certain nombre de manifestants se dirigent vers les grands quotidiens (que le gouvernement a nationalisés en juillet 1974) et incendient le **Correo,** un des plus importants; le **Circulo militar** (club social d'officiers) et le **Centro civico** (centre de congrès qui devait abriter la prochaine réunion de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce Extérieur et le Développement) subissent le même sort. Ce type d'action est bientôt complètement débordé, cependant, par une vague de fond: le pillage. Délaissant les cibles politiques, les émeutiers fracassent les vitrines et se livrent à une mise à sac en règle. Ce n'est que dans l'après-midi que l'armée intervient massivement. Les tanks occupent d'abord tous les points stratégiques de la capitale, puis entreprennent de "nettoyer" le Centre. Les officiers semblent avoir carte blanche pour rétablir l'ordre: depuis la "dissuasion" classique jusqu'au tir à vue des pillards. On entendra des coups de feu toute la nuit. Bilan: 86 morts, un millier de blessés, des milliers d'arrestations et des millions de dollars de dégâts.

## Après l'affrontement: les militaires accusent, la droite est mal à l'aise...

Le bruit de la fusillade n'était pas encore éteint que le gouvernement

de Velasco rendait publique son interprétation des faits: coup monté contre la révolution péruvienne par l'impérialisme et l' "oligarchie" (l'extrême-droite des grands propriétaires terriens expropriés par la réforme agraire). Les journaux officiels iront plus loin; c'est la CIA qui tente sans succès un nouveau Chili en utilisant la garde civile, et des groupes para-militaires d'extrême-droite. C'est l'APRA (Alliance Populaire Révolutionnaire d'Amérique) qui a servi de couverture à ce putsch manqué.

L'APRA réplique qu'elle n'a rien à voir avec ces "malheureux événements" et dit qu'il s'agit-là d'un coup monté par l'impérialisme communiste international pour la discréditer aux yeux du peuple. Haya de la Torre, (1) pour sa part, affirme en Argentine que le coup a sérieusement ébranlé l'armée péruvienne, ce qui implique sa lenteur à intervenir. Par ailleurs, les journaux publient des photos montrant des agitateurs professionnels de l'APRA près des édifices incendiés. On sait également que les étudiants de l'Université Villaleal, bastion de l'APRA, ont participé activement à l'émeute.

## Le renforcement militaire

La situation d'urgence créée par les troubles (magasins fermés ou pillés, approvisionnement interrompu), donne au gouvernement Velasco l'occasion d'intervenir en force. L'armée occupe les centres de distribution en gros des victuailles et veille à éviter stockage et accaparement. On crée un Comité de Coordination des Organisations Populaires, pour regrouper les associations, syndicats, coopératives en accord avec le régime dans un vaste programme de "défense de la révolution". Le pouvoir des militaires semble sortir nettement renforcé de l'affrontement de février. Au point que certains se demandent s'il n'aurait pas machiavéliquement tardé à intervenir pour que les troubles s'amplifient, justifiant le renforcement ultérieur du pouvoir...

## Les contradictions internes du régime

Comment y voir clair? Il est certain, d'une part que la droite qui se réorganise depuis longtemps autour de l'APRA a décidé de jeter de l'huile sur le feu. Elle est clairement à l'origine de l'incendie des bâtiments publics et du quotidien **Correo.** Mais ce que la propagande des militaires oublie, c'est que ce ne peut être la droite qui a organisé la manifestation spontanée contre les militaires après l'attaque de la caserne de La Victoria. Ce dernier fait nous oblige à écarter la thèse du "complot fasciste-impérialiste" comme **seule** explication de la **asonada** et nous renvoie à un examen des contradictions internes d'un régime qui à la fois se veut nationaliste et révolutionnaire, sinon socialiste, et ne se décide pas à rompre tous les liens avec l'impérialisme. Les militaires péruviens espèrent toujours "rectifier" leurs rapports avec les grands monopoles américains, européens et japonais et les invitent à venir s'installer chez eux dans des conditions "bénéfiques pour le peuple péruvien". Et pour ce faire, il est deux points sur lesquels ils ne peuvent céder aux revendications populaires: il s'agit de la redistribution interne de la richesse et surtout du contrôle ouvrier sur les usines puisque des salaires plus élevés et surtout des ouvriers plus conscients écarteraient définitivement un capital étranger déjà hésitant. Au plan de la politique ouvrière, le gouvernement a opté pour le gel des salaires des masses et la manipulation ouverte des syndicats. Ainsi, dans un vaste projet de développement minier entrepris par les multinationales (**Southern Peru Copper Corp.**), les leaders des syndicats affiliés à la centrale pro-gouvernementale (CTRP) auraient accepté en douce un plan de "10 ans sans grève" contre le monopole syndical et des hausses périodiques de salaire. Le Pérou, c'est pas si loin de la Baie James...

Une telle attitude ne peut que provoquer un fossé de plus en plus profond entre le peuple et le régime, entraînant des affrontements comme ceux de La Victoria. La droite n'attend évidemment que cette désaffection pour reprendre entièrement un pouvoir qui lui échappe partiellement. Les militaires péruviens semblent avoir compris (contrairement aux régimes populistes de Pérou et Vorga) que le danger véritable vient pour eux de la droite, et non de la gauche. C'est pour se "garder sur sa droite" que Velasco aurait tenu à intégrer dans les forces anti-émeutes des éléments des trois armes, de façon à éviter à l'armée de

terre seule, l'odieux de la répression. En effet, la marine (**Armada peruana**), foyer traditionnel de la réaction au sein des forces armées et dirigée par des membres de la vieille aristocratie "blanche" du Pérou, ne cache pas son mécontentement devant la tournure des événements: elle serait toute disposée à ravir le pouvoir aux **cholos** (métis) de l'infanterie, corps dont proviennent les dirigeants actuels du pays et les événements de février auraient pu lui en fournir le prétexte.

Les militaires péruviens ne pourront écarter définitivement la menace d'un putsch appuyé par les Etats-Unis qu'en **accélérant** le processus de socialisation du pays, comme l'ont fait les Cubains en 1960-62. Pour ce faire, il leur faut à tout prix éviter de se laisser isoler des masses. Seule une appropriation véritable par les travailleurs du processus révolutionnaire, à travers les organisations populaires et les syndicats, permettra au peuple péruvien d'éviter la crise interne et le demi-tour à droite qui a marqué dans le passé la fin des régimes populistes et nationalistes en Amérique latine.

(1) Parti fondé en 1924 par Haya de la Torre, qui le dirige toujours... de Buenos-Aires où il est maintenant établi. D'abord révolutionnaire, (d'où son nom), puis réformiste, ce parti a carrément joint la réaction depuis que le régime militaire s'est avéré imperméable à son influence "modératrice", préférant l'alliance avec le Parti communiste, qui est d'ailleurs plus largement implanté dans la classe ouvrière.

# LETTRE D'UN LECTEUR...

Québec, 11 février 1975.

Allo,

Je ne m'intéresse pas du tout à votre mouvement. Et je vais vous dire pourquoi.

Travailler au Québec pour sauver des travailleurs chiliens à l'autre bout de la terre! Comment, en mobilisant des gens? Pour faire quoi? Pour écrire des journaux en vue d'une conscientisation de l'exploitation internationale? J'aime dix fois mieux passer mon p'tit journal de quartier en parlant aux gens de leur situation et des causes de cette situation.

Mgr Camara a dit à un militant noir américain (eh oui, il y en a!) qui se demandait quoi faire devant tant de souffrances en Amérique du sud qu'il fallait retourner dans son pays pour libérer son coin de terre. Il ne faut pas disperser des énergies précieuses. Il y en a ici du monde qui souffre et qui crève, c'est de ceux-là qu'il faut s'occuper, pas des autres.

Le seul avantage que permet un mouvement comme le vôtre, c'est de mobiliser pour un certain temps des "gauchistes" actifs québécois. Ca permet de nous connaître, de parler, etc, en vue d'une meilleure information.

Je suis solidaire du travailleur chilien et c'est à cause de cela que je travaille pour les mêmes exploités, mais **ici.**

Si vous croyez que vous travaillez et intervenez dans le bon sens, dans la bonne voie, que vous mettez le doigt sur l'essentiel de la lutte, continuez. Mais en montant, dans l'autobus, ça vous chicotte pas d'entendre parler plus fort les Anglais (quand ils n'ont pas de voiture!) que tous les Québécois présents? Quand vous vous promenez dans St-Henri ou dans l'Est, ça vous écoeure pas de voir des enfants à moitié habillés et des filles de 13 ou 14 ans qui ont l'air de femmes de 25 ans? Ca vous écoeure pas de voir des gaillards de 40 ans se promener en chaise roulante parce qu'ils ont trop travaillé sur l'amiante?

Je me demande bien comment vous pouvez concilier cet état, ces faits quotidiens que vous voyez tout autour de nous et la publication mensuelle sur les politiques d'immigration du gouvernement pour les réfugiés chiliens!

La stratégie. Le mot est lâché. Qu'est-ce qui fait le plus mal aux impérialistes, que vous envoyiez un journal mensuel sur la situation chilienne à 2,000 personnes éparpillés au Québec ou bien que tu prennes 10 de ces personnes avec un papier pour passer dans les quartiers défavorisés pour **parler** avec les moins-que-rien, pour leur dire ce qui se passe exactement, pour leur demander c'est quoi leur problème et apporter des éléments de réponse, en d'autres mots, d'essayer de leur montrer qu'ils ne sont pas seuls dans cette situation et de leur demander pourquoi

La question est longue mais capitale. Qu'est-ce qui fait le plus mal aux impérialistes, montrer à quelques convaincus qu'il y a des impérialistes ou capitalistes qui exploitent le peuple chilien ou demander aux gens d'ici pourquoi ils n'ont pas de syndicat où ils travaillent, pourquoi ils gagnent moins cher que leurs patrons? Et ne vous inquiètez pas, ils vous répondront, car ils le savent pourquoi, pour quelques-uns; il s'agit de connaître les autres.

Arrêtez donc de triper sur les frères chiliens, câliss! Je suis persuadé que les bien nantis vous regardent d'un oeil amusé. Et c'est dommage, car on voit bien que vous faites de votre mieux.

Vous pensez conscientiser (c'est un mot à la mode...) des gens d'ici à leur situation par le biais de votre action, de vos énergies. L'ouvrier va vous dire que le Chilien est exploité, torturé, c'est vrai mais ici, ben non voyons! Il faut partir d'une situation **vécue** du monde pour qu'ils se posent des questions et inquiétez-vous pas, les réponses vous seront lancées dans la figure...et le Chili avec!

Qu'est-ce qui fait le plus mal aux impérialistes? Qu'est-ce qui grugerait leur pouvoir et leur influence? Qu'est-ce qui les dérangerait le plus? Parler à des personnes acquises, à des convaincus, du Chili ou d'autre chose, **ici**?

La question est posée, à vous d'y répondre.

Salut

Jacques Jobin

Camarade,

Tu as bien raison: il y a ici des gens qui crèvent de misère, des jeunes que l'exploitation fait vieillir prématurément, des travailleurs sains qui sont détruits par les conditions dans lesquelles on les force à produire. Tout cela nous écoeure nous aussi; c'est d'ailleurs ce qui nous donne la force de continuer le travail que nous avons entrepris au Comité Québec-Chili et en particulier par ce bulletin d'information.

Tu dis que le Chili est bien loin, qu'il serait préférable d'essayer de conscientiser les gens à partir de leur situation d'ici, telle qu'ils la vivent. C'est bien ce que nous faisons: les membres de l'équipe ne sont pas désincarnés des luttes québécoises, bien au contraire. As-tu bien lu le bulletin? N'y as-tu pas souvent retrouvé les mêmes noms de compagnies qui volent nos ressources naturelles ou exploitent la force de travail de nos ouvriers? Cela ne t'a-t-il pas aidé à mieux percevoir les gouvernements qui disent nous représenter, car dans le Tiers-monde ils laissent souvent tomber le masque?

Le combat que tu mènes et celui qui nous occupe est le même, car nous affrontons un seul ennemi. Essaie de déloger le capitalisme d'une seule "démocratie" occidentale et tu verras au profit de qui fonctionnent nos fameuses "démocraties". Cuba, la Corée et le Vietnam nous ont préparé la voie, le Chili nous l'aurait élargie encore; certainement trop, car l'impérialiste américain n'a pu le tolérer. Et nous laisserions faire, espérant passivement une fin heureuse à ces batailles acharnées livrées à l'impérialisme, nous contentant ensuite d'en récolter les fruits? La lutte entreprise au Québec ne fait que commencer; ailleurs, elle culmine. Si l'on peut déjà essouffler et même blesser l'ennemi, ce nous semble d'excellente stratégie de tout faire pour contribuer à ce que ce résultat soit atteint.

Le Chili, l'Amérique latine, c'est loin de l'ouvrier qui n'est jamais sorti de sa ville natale. Mais c'est proche de nos financiers et des gouvernements qu'ils contrôlent; en fin de compte, nous avons bien souvent les mêmes boss et il faut leur livrer bataille là où ils sont les plus vulnérables. Nous devons connaître et dénoncer les intérêts que nos capitalistes défendent au détriment des travailleurs de ces lointains pays; nous devons trouver les moyens de nuire et même d'empêcher cette exploitation de l'Amérique latine et de

tout le Tiers-monde qui nous permet un niveau de vie disproportionné. Certes il y a des pauvres chez nous, mais tellement moins (en nombre et en niveau) qu'ailleurs. Il ne faut pas oublier que la richesse du Canada est fondée en très grande partie sur l'exploitation des autres nations et qu'elle permet à nos patrons, quand il y sont poussés par les luttes des travailleurs organisés, de donner de l'assurance-chômage et de l'assistance sociale aux dépourvus. Dans la communauté des nations, nous occupons l'odieux poste des patrons tandis que le Chili et l'Amérique latine sont les prolétaires; et il faudrait fermer les yeux là-dessus et ne s'arrêter qu'à nos problèmes locaux? Soyons logiques.

En plus d'affaiblir notre ennemi commun, les travailleurs des autres pays fourbissent des armes qui peuvent aussi nous être utiles. Leurs luttes sont exemplaires, mais encore faut-il savoir en tirer les leçons; notre bulletin s,y emploie, laissant à d'autres le soin de larmoyer sur les mauvais traitements infligés à "ces pauvres Chiliens". Quant au Comité Québec-Chili, il n'a aucune velléité de se transformer en un mouvement de masse qui démobiliserait les travailleurs québécois de leurs luttes quotidiennes au travail ou dans leur quartier pour les tourner vers l'extérieur; au contraire nous croyons que tous les Québécois conscients doivent s'engager dans une lutte à finir contre l'impérialisme, qu'ils doivent le faire ici même **mais en tenant compte des luttes et des leçons d'ailleurs,** en coordonnant nos efforts avec ceux qui se déploient ailleurs, en comprenant que nous ne sommes qu'un brin de cette corde qui pendra un jour l'exploiteur.

L'équipe du bulletin est formée de militants qui ont la chance de connaître un peu mieux que d'autres le contexte latino-américain et qui n'entendent pas garder pour eux seuls ce qu'ils ont appris. L'équipe s'inscrit dans cette lutte pour un changement radical du type de société dans laquelle on vit. Nous tentons d'améliorer constamment le bulletin et d'en élargir l'audience pour déborder le cercle des "acquis" et des "convaincus", qui sont loin d'e9tre ces "gauchistes" que tu crois; déjà le bulletin est largement diffusé dans plusieurs milieux de travailleurs qui ont pris en main leur organisation et utilisent tous les instruments disponibles pour avancer; le bulletin en est.

L'équipe

**SUITE DE LA PAGE 8**

capital étranger, se sont établies au pays.

Outre la stabilité politique, ces grandes corporations ont été attirées en République dominicaine

**o par l'abondance des matières premières et la facilité d'accès à celles-ci garanties par la dictature.** L'exploitation des riches ressources minières a été accordée à des entreprises comme la Falconbridge (Canada). Les meilleures terres ont été accaparées par la Gulf and Western Corporation, pour la culture de la canne à sucre notamment. De même l'exploitation des ressources naturelles et touristiques a été confiée à la Gulf and Western et aux grandes chaînes hôtellières américaines.

**o par l'abondance de main-d'oeuvre à bon marché:** la surexploitation des travailleurs ne connaît aucun frein dans un pays où le chômage permanent touche près de 40% de la force de travail où le salaire minimum est de $0.25 l'heure et où le revenu annuel par tête est inférieur à $230.

**o par des politiques d'exemption fiscale et de privilèges de toutes sortes accordés au capital étranger.** Par exemple, l'industrie touristique s'est vue accorder des exemptions complètes de taxes pour une période de 10 ans.

De telles conditions ont fait que de 1966 à 1972, les investissements étrangers en République dominicaine sont passés d'environ $135 millions à $411 millions. Il s'agit surtout d'investissements américains, mais ceux d'origines autres ne sont pas pour autant négligeables: entre autres, les intérêts canadiens dans les secteurs bancaires et miniers (voir l'article du présent dossier: **Les intérêts canadiens en République dominicaine).**

Les intérêts impérialistes ont su s'allier non seulement les vieilles classes riches du pays mais aussi les nouvelles couches bourgeoises (bureaucrates, techniciens, ingénieurs, professionnels) mises au monde en quelque sorte par le développement économique lié à l'arrivée des multinationales dans le pays.

## Les luttes et la mobilisation populaires

Après la démobilisation populaire qui a suivi l'échec d'avril 1965, les secteurs les plus progressistes des classes moyennes sont restés souvent très isolés des couches populaires et se sont engagés dans des aventures politiques sans la participation réelle du peuple: ce qui a débouché soit sur le terrorisme individuel, soit sur des luttes intestines entre diverses fractions de la gauche, luttes qui ont même abouti à des éliminations physiques massives (l'infiltration de la police secrète aidant.) L'absence d'une vision politique claire, ainsi que le manque de connaissance correcte de la réalité nationale a favorisé la division à l'extrême du mouvement révolutionnaire dominicain et son affaiblissement dans l'ensemble du pays. Victimes de la corruption d'une part, mais aussi de leur propre confusion politique, les classes moyennes dominicaines perdent de jour en jour la possibilité d'orienter ou de conduire le processus de transformation de leur société.

Les couches ouvrières se sont développées quelque peu avec l'arrivée massive des grandes corporations au pays. Mais l'organisation syndicale reste très difficile: avec la complicité du gouvernement, une compagnie comme la Gulf and Western a tout fait pour briser la combativité d'un syndicat qui cherchait à regrouper quelque 17,000 travailleurs de la canne à sucre. De plus, le gouvernement et les corporations utilisent de façon habile l'illusion d'abondance créée autour des pôles de développement et d'activités économiques (à Saint-Domingue, la capitale, et dans deux autres villes) pour faire taire les revendications des secteurs les plus combatifs et les plus démunis de la société dominicaine.

S'il n'y a pas lieu de minimiser l'importance des luttes de travailleurs d'entreprises multinationales, il faut aussi souligner que la classe ouvrière, engagée dans la production, ne constitue qu'une proportion restreinte des couches populaires. C'est du côté des couches paysannes - les plus importantes au pays par leur nombre - qu'il faut attendre le développement des conditions les plus riches d'espoir pour une transformation radicale du pays.

Les paysans et les travailleurs ruraux ont été jusqu'à ce jour les témoins souvent passifs des luttes pour la libération de leur pays. Mais depuis trois ans, ils ont commencé à bouger. Derrière l'organisation progressive du **mouvement agraire,** est-il possible que se prépare enfin l'entrée sur la scène politique de l'élément principal de la nation dominicaine?

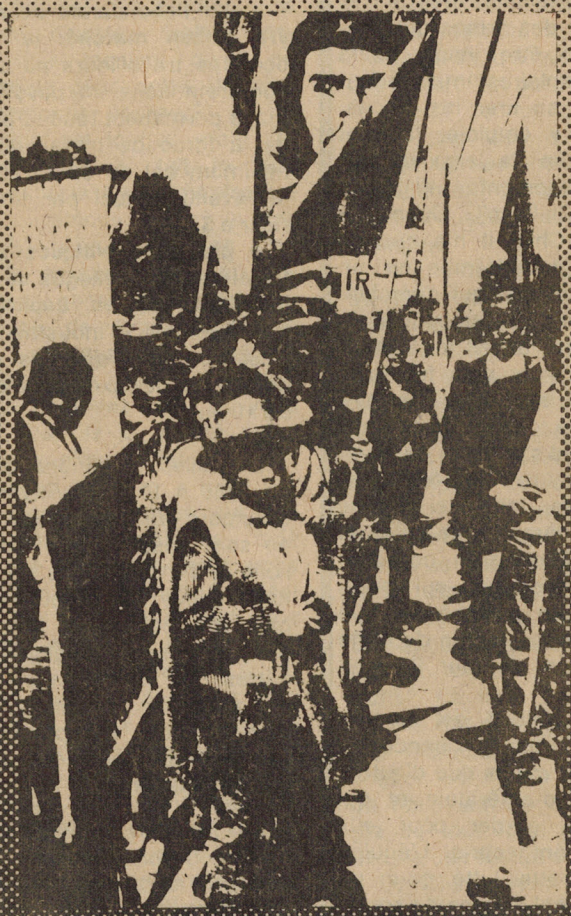
# 18 AVRIL

## SOIREE POUR LA LIBERATION DES FEMMES EMPRISONNEES AU CHILI

## *MISE EN VENTE DU DISQUE:*

# CHANTS DE LA RESISTANCE POPULAIRE CHILIENNE

PAR LE GROUPE



# ¡KARAXU!

# LA RESISTANCE VAINCRA

**PRODUCTION**
Expression Spontanée, Paris
Comité de Solidarité
Québec-Chili, Montréal
Tous droits réservés

TOUS LES BÉNÉFICES DES PRODUCTEURS SONT VERSÉS À LA RÉSISTANCE AU CHILI.

Disponible au Comité Québec-Chili,
356 est, rue Ontario, Montréal, P.Q.
842-8459

**Prix: 5.00 (taxe incluse) + 1.00 (pour envoi postal)**